

Ils ont quitté le secteur de la tech pour entreprendre dans le public

Transformer l'administration de l'intérieur à l'aide du numérique et des données : c'est l'ambition du programme Entrepreneurs d'intérêt général lancé par l'Etat en 2016. Chaque année, pendant dix mois, quelques dizaines de professionnels intègrent le service public en vue de le moderniser. Parmi eux, d'anciens salariés dans la tech.

[Lire plus tard](#) [Métiers & reconversion](#) [Partager](#) [Commenter](#)



La promotion EIG qui a fait sa rentrée en septembre est composée de développeurs, data scientists, designers et juristes du numérique. (Getty Images/Maskot)

Par **Chloé Marriault**

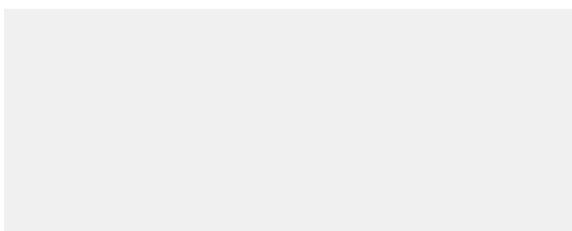
Publié le 7 oct. 2021 à 12:00 | Mis à jour le 7 oct. 2021 à 12:37

En 2020, Alexis Lavie exerce en tant que [développeur web](#). Il est en CDI, a un emploi bien rémunéré chez AppDynamics, une filiale de [Cisco](#), le numéro un mondial des routeurs informatiques. Il vit à Cracovie (Pologne), une ville qu'il apprécie. Pour autant, il n'est pas totalement épanoui au travail. Il trouve son quotidien redondant et n'a pas l'impression d'exploiter toutes ses capacités.

Un jour, il voit passer sur LinkedIn un post concernant le programme Entrepreneurs d'intérêt général (EIG). Créé en 2016 par l'Etat, celui-ci permet chaque année à une promotion de quelques dizaines de professionnels de la tech de plancher sur des projets pendant dix mois. Objectifs : créer de nouveaux services qui seront utiles pour l'administration et les citoyens et améliorer les collectivités grâce à l'exploitation de données.

Alexis Lavie postule en vue d'intégrer la cinquième promotion, dont la rentrée a lieu en septembre 2021. Son profil est retenu, il démissionne de son entreprise durant l'été. Désormais, il développe une plateforme pour faciliter les procédures d'attribution de la Légion d'honneur, de l'Ordre national du mérite et de la Médaille de la sécurité intérieure.

Des profils de 23 à 46 ans



38 personnes composent sa promotion (sur 471 candidatures reçues). Moyenne d'âge : 32 ans, avec des profils de 23 à 46 ans. Ils sont développeurs, data scientists, designers et juristes du numérique. Une bonne moitié a exercé dans le secteur privé, d'autres sont jeunes diplômés, ont eu une expérience entrepreneuriale ou étaient dans la recherche. 34 % se sont reconvertis dans le numérique. « *Ils apportent une vraie richesse grâce à leur expérience antérieure* », détaille Corinne Waroquiers, responsable du programme EIG. Et d'ajouter : « *Pour la première fois, la promotion est composée à 50 % de femmes - un chiffre à souligner dans un secteur de la tech encore très masculin.* »

LES PLUS LUS



01 TÉMOIGNAGE

« Ingénieur pendant quatre ans, j'ai tout plaqué pour devenir entraîneur de rugby »

02 TÉMOIGNAGE

« J'ai démissionné de l'Education nationale pour monter une brasserie... dans une église »

À LA UNE



Tous placent sur un des quinze projets décidés par l'Etat, en duo ou en trio, dans les secteurs de la transition écologique, du régional, de l'économie, l'entrepreneuriat, l'éducation, la santé et le social. Leur salaire : 3.500 euros net s'ils ont jusqu'à cinq ans d'expérience professionnelle au total et 4.000 euros net au-delà.

Lire aussi :

Devenir fonctionnaire : une ambition que la crise du coronavirus pourrait remettre au goût du jour

Quel intérêt pour l'Etat de faire appel à ce genre de profils ? « *Avoir un nouveau regard* », explique Amélie de Montchalin, ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, qui les a reçus fin septembre dans son ministère. Elle attend d'eux qu'ils fassent preuve de créativité et qu'ils « prennent des risques, osent, questionnent ».

Elle se dit optimiste car des projets d'ampleur ont vu le jour grâce aux promotions passées. Exemple : [Signaux Faibles](#), un outil qui vise à détecter les sociétés en mauvaise santé grâce à l'intelligence artificielle pour anticiper les failles. Ou [Réfugiés.info](#), une plateforme qui a pour but de [faciliter le parcours d'intégration](#).

Démissionner d'une licorne

Parmi les recrues qui ont quitté le secteur privé pour le public, Sarah Cocher, 26 ans. Après ses études, cette diplômée de CentraleSupélec avait tenté d'intégrer l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information et la Cour des comptes, sans succès. « Je m'étais donc tournée vers le privé où j'avais trouvé une mission intéressante techniquement et bien rémunérée. Je savais que c'était temporaire et qu'à terme, je rejoindrai le service public car j'avais envie que mon travail ait une véritable utilité. Non pas qu'on ne puisse pas être utile au sein d'une entreprise, mais ces dernières sont souvent dans une logique de rentabilité. Obtenir un poste avec du sens dans le privé, dans une entreprise avec une belle vocation, me semble assez compliqué », estime-t-elle.

Lire aussi :

Ils ont quitté le privé pour le public, ils nous racontent le choc culturel

Quand des proches lui ont parlé du programme en 2020, elle s'est dit qu'il fallait tenter sa chance. Et cela a fonctionné. A l'été 2021, elle démissionne de son emploi d'ingénierie image en CDI au sein de [Meero](#), une licorne qui met en relation photographes et clients.

Désormais, elle exerce pour l'Etat en tant que data scientist. Elle est chargée de développer un algorithme pour permettre aux forces de l'ordre de prendre en photo une arme (un pistolet saisi lors d'une perquisition par exemple), de la télécharger sur une plateforme, et de connaître instantanément le modèle. « J'étais convaincue que mes compétences pourraient apporter une valeur ajoutée à ce projet et que celui-ci pourrait potentiellement faciliter le travail de dizaines de milliers d'agents publics », raconte la jeune femme.

« Se faire un réseau »

Elle et Alexis Lavie sont des profils très prisés sur le marché de l'emploi. « Quand j'étais en poste, je recevais chaque semaine deux à trois messages d'entreprises ou de chasseurs de têtes qui cherchaient un développeur », témoigne-t-il. Pour autant, il ne regrette pas d'avoir opté pour ce CDD de dix mois.

« Cette mission me permet de me faire un réseau, explique celui qui travaille dans un bureau place Beauvau. Je suis propulsé en plein cœur des hautes sphères de l'administration. Si je fais mes preuves, j'espère que cela m'ouvrira des portes dans le public ou le privé. » Sarah Cocher, elle, a fait son choix. Elle se projette dans le public après sa mission. Parmi les promotions précédentes, 60 % des effectifs sont restés travailler dans la fonction publique.



INFOGRAPHIE

EXCLUSIF - Premier classement des grandes écoles les plus engagées dans la transition écologique et sociétale

TRIBUNE

« Avec ce nouveau classement des écoles et universités, nous voulons un changement systémique »

Diversité, égalité, environnement... les étudiants et leurs établissements se retroussent les manches